

AOC mercredi 1 novembre 2023

Didier Fassin, EHES

Le spectre d'un génocide à Gaza

Au début de l'année 1904, dans ce qui était alors le protectorat allemand du Sud-Ouest africain, les [Hereros](#) se rebellent contre les colons, tuant plus d'une centaine d'entre eux dans une attaque surprise.

Au cours des deux décennies précédentes, ce peuple d'éleveurs a vu son territoire se réduire à mesure que de nouvelles colonies s'installent, s'emparant des meilleures terres et entravant la transhumance des troupeaux. Les colons traitent les Hereros comme des animaux, les réduisent à une forme d'esclavage et se saisissent de leurs biens. Le projet des autorités est de créer dans ce qui est aujourd'hui la Namibie une « Allemagne africaine » où les peuples autochtones seraient parqués dans des réserves.

La révolte des Hereros est vécue comme un déshonneur à Berlin et l'empereur envoie un corps expéditionnaire avec pour objectif de les éradiquer. Son commandant annonce en effet qu'il va « annihiler » la nation herero, récompensant la capture des « chefs », mais n'épargnant « ni les femmes ni les enfants ». Si l'extermination n'est techniquement pas possible, ajoute-t-il, il faudra forcer les Hereros à quitter le pays, et « ce n'est qu'une fois ce nettoyage accompli que quelque chose de nouveau pourra émerger ».

Dans les mois qui suivent, nombre de Hereros sans armes sont capturés et exécutés par les militaires, mais la plupart sont repoussés dans le désert où ils meurent de déshydratation et d'inanition, les puits ayant été empoisonnés. Selon l'état-major militaire, « le blocus impitoyable des zones désertiques paracheva l'œuvre d'élimination ». On estime que seuls 15 000 des 80 000 Hereros ont survécu. Ils sont mis au travail forcé dans des « camps de concentration » où beaucoup perdent la vie.

Le massacre des Hereros, qualifié par les Allemands de « guerre raciale » est le premier génocide du XXe siècle, considéré par certains historiens comme la matrice de la Shoah quatre décennies plus tard. Dans *Les Origines du totalitarisme*, la philosophe Hannah Arendt elle-même a établi un lien entre l'entreprise coloniale et les pratiques génocidaires.

Comparaison n'est pas raison, mais il y a de préoccupantes similitudes entre ce qui s'est joué dans le Sud-Ouest africain et ce qui se joue aujourd'hui à Gaza. Des décennies d'une colonisation qui réduit les territoires palestiniens à une multiplicité d'enclaves toujours plus petites où les habitants sont agressés, les champs d'olivier détruits, les déplacements restreints, les humiliations quotidiennes.

Une déshumanisation qui conduisait il y a dix ans le futur ministre adjoint à la Défense à dire que les Palestiniens sont « [comme des animaux](#) ». Une négation de leur existence même par le ministre des Finances pour qui « [il n'y a pas de Palestiniens car il n'y a pas de peuple palestinien](#) », comme il l'affirmait au début de l'année. Un droit de tuer les Palestiniens qui, pour l'actuel [ministre](#) de la Sécurité nationale, fait du colon qui a assassiné vingt-neuf d'entre eux priant au tombeau des Patriarches à Hébron un héros. Le projet, pour certains, d'un « grand Israël », dont l'ancien [président](#) est lui-même partisan.

Pendant les six premiers jours de l'intervention israélienne, 6 000 bombes ont été lâchées sur Gaza, presque autant que les États-Unis et ses alliés en ont utilisé en Afghanistan en une année entière

Dans ce contexte, les attaques palestiniennes contre des Israéliens se sont produites au fil des ans, culminant dans l'incursion meurtrière du Hamas en territoire israélien le 7 octobre faisant 1 400 victimes civiles et militaires et aboutissant à la capture de plus de 200 otages, ce que le représentant permanent d'Israël aux Nations unies a qualifié de « [crime de guerre](#) ». La réponse du gouvernement, accusé de n'avoir pas su prévenir l'agression, s'est voulue à la mesure du traumatisme provoqué dans le pays. L'objectif est « [l'annihilation du Hamas](#) ».

Pendant les trois premières semaines de la guerre à Gaza, les représailles ont pris deux formes. D'une part, infrastructures civiles et populations civiles ont fait l'objet d'un bombardement massif, causant 7 703 morts, dont 3 595 enfants, 1 863 femmes et 397 personnes âgées, et endommageant 183 000 unités résidentielles et 221 écoles, [à la date du 28 octobre](#). Pendant les six premiers jours de l'intervention israélienne, 6 000 bombes ont été lâchées sur Gaza, presque autant que les États-Unis et ses alliés en ont utilisé [en Afghanistan en une année entière](#), au plus fort de l'invasion du pays.

Pour les plus de 20 000 blessés, dont un tiers d'enfants, ce sont des mutilations, des brûlures, des handicaps avec lesquels il leur faudra vivre. Et pour tous les survivants, ce sont les traumatismes d'avoir vécu sous les bombes, assisté aux destructions des

maisons, vu des corps déchiquetés, perdu des proches, une [étude britannique](#) montrant que plus de la moitié des adolescents souffrent de stress post-traumatique.

D'autre part, un siège total a été imposé, avec blocus de l'électricité, du carburant, de la nourriture et des médicaments, tandis que la plupart des stations de pompage ne fonctionnent plus, ne permettant plus [l'accès à l'eau](#) potable, politique que le ministre de la Défense justifie en déclarant : « [Nous combattons des animaux et nous agissons comme tel](#) ». Dans ces conditions, le tiers des hôpitaux ont dû interrompre leur activité, les chirurgiens opèrent parfois sans anesthésie, les habitants boivent une eau saumâtre, les pénuries alimentaires se font sentir, avec un risque important de décès des personnes les plus vulnérables, à commencer par les enfants.

Dans le même temps, en Cisjordanie, [plus d'une centaine de Palestiniens ont été tués](#) par des colons et des militaires, tandis que plus de 500 éleveurs bédouins ont été chassés de leurs terres et de leur maison, « [nettoyage ethnique](#) » que [dénoncent des associations de droits humains israéliennes](#). Croire que cette répression féroce permettra de garantir la sécurité à laquelle les Israéliens ont droit est une illusion dont les 75 dernières années ont fait la preuve.

L'annihilation du Hamas, que la plupart des experts jugent irréaliste, se traduit de fait par un massacre des civils gazaouis, ce que la [Première ministre](#) française appelle une « catastrophe humanitaire », mais dans lequel un nombre croissant d'organisations et d'analystes voient le spectre d'un génocide.

L'organisation états-unienne [Jewish Voice for Peace](#) implore « toutes les personnes de conscience d'arrêter le génocide imminent des Palestiniens ». Une déclaration signée par [880 universitaires](#) du monde entier « alerte sur un potentiel génocide à Gaza ». Neuf Rapporteurs spéciaux des Nations unies en charge des droits humains, des personnes déplacées, de la lutte contre le racisme et les discriminations, l'accès à l'eau et à la nourriture parlent d'un « [risque de génocide du peuple palestinien](#) ». Pour la Directrice régionale de l'Unicef pour le Moyen Orient et l'Afrique du nord, « [la situation dans la bande de Gaza entache de plus en plus notre conscience collective](#) ». Quant au Secrétaire général des Nations unies, il affirme : « [Nous sommes à un moment de vérité. L'histoire nous jugera](#) ».

Alors que la plupart des gouvernements occidentaux continuent de dire « le droit d'Israël à se défendre » sans y mettre de réserves autres que rhétoriques et sans même imaginer un droit semblable pour les Palestiniens, il y a en effet une responsabilité historique à

prévenir ce qui pourrait devenir le premier génocide du XXIe siècle. Si celui des Hereros s'était produit dans le silence du désert du Kalahari, la tragédie de Gaza se déroule sous les yeux du monde entier.

Didier Fassin

ANTHROPOLOGUE, SOCIOLOGUE ET MÉDECIN, PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE ET DIRECTEUR D'ÉTUDES À L'EHESS